Les investissements dans l'innovation pourraient vaciller avec la crise

Cette année encore, l’autofinancement et le crédit impôt recherche dominent le financement de la R&D française. Mais la crise sanitaire pourrait durablement toucher les dépenses d'innovation.

Temps de lecture : minute

30 septembre 2020

La crise du coronavirus et les tensions géopolitiques entre États pourraient réduire la part des investissements des entreprises en innovation, jusque-là en hausse. C'est le constat sans ambages posé par l'Ayming Institute, laboratoire de réflexion et d’innovation du groupe Ayming, qui vient de publier son baromètre de l'innovation internationale pour la deuxième année consécutive. Le cabinet a interrogé plus de 300 professionels de la R&D, des directeurs financiers ainsi que des cadres et des propriétaires d'entreprises dans 13 pays, dont la France, pour déterminer l'évolution des stratégies de R&D en Europe et aux États-Unis.

Les prévisions prévoient une baisse de 12 % des budgets consacrés à la R&D pour les prochaines années "*La crise sanitaire affectera les investissements en R&D jusqu’en 2021, voire au-delà*" , s'avance le rapport, un constat alarmant puisque la R&D constitue un des leviers pour sortir de cette crise économique. Le besoin de cash et de trésorerie pour payer les salariés et les fournisseurs pourraient donc freiner voire arrêter certaines stratégies d’innovation. Les secteurs de la chimie, du génie civil, de l’énergie et des biotechnologies seraient les plus impactés selon le baromètre.

Comparées aux budgets 2019, les dépenses en matière de R&D étaient pourtant globalement en hausse en 2020, avant la pandémie mondiale. Le nombre d'entreprises consacrant moins d'1% de leur chiffre d'affaires à l'innovation a baissé de 9 points en un an, passant de 25 à 16%. Désormais, plus de 42% des sociétés octroient une somme comprise entre 1 et 3% de leur chiffre d'affaire à leur politique de R&D. Ce phénomène fait écho à une prise de conscience des dirigeants. "*Le marché devient plus concurrentiel et les entreprises savent désormais qu'il est plus avantageux d'innover que de se lancer dans une concurrence par les prix*" , souligne Magdalena Burzynska, managing director Pologne chez Ayming, citée dans un communiqué.

La finance commence à sortir de son conservatisme

Le secteur de la finance, qui a longtemps fait preuve de conservatisme, tire son épingle du jeu en réalisant la plus forte augmentation budgétaire. En 2020, 20% des entreprises de ce secteur y ont alloué plus de 3% de leur chiffre d'affaires. Un pourcentage quasi-identique à celui de la santé et des industries pharmaceutiques qui pourraient bénéficier de la crise sanitaire dans les années qui viennent.

Quelque soit l'enveloppe allouée, les entreprises ont compris (90%) qu'elles devaient impérativement planifier à court, moyen et long terme leur politique de R&D. "*Cela montre que les gens comprennent l'importance de l'innovation, sous peine de rester à la traîne. Lors de la préparation des budgets, c'est certainement l'un des éléments clés à prendre en compte, sinon elle ne s'effectuera tout simplement pas*" , analyse Thomas Folsom, managing director États-Unis chez Ayming.

Pour financer leur R&D, les entreprises utilisent différentes solutions. L'autofinancement (40%) et le crédit d'impôt recherche (40%) sont les solutions les plus plébiscitées par les sociétés françaises, suivies de près

par le financement en private equity (26%). Au cours des cinq dernières années, les montants des levées de fonds n'ont cessé de croître. Ces statistiques correspondent à la tendance observée dans tous les pays analysés. Néanmoins, les entreprises françaises préfèrent se tourner vers le financement participatif (32%) plutôt que les subventions nationales (24%) ou internationales (16%) contrairement à ses voisins.

À lire aussi
#DeepTech : Vers un nouveau modèle d’innovation

Le crédit d'impôt, un allié de taille pour les entreprises

Le crédit d'impôt recherche (CIR) rattrape son retard sur l’autofinancement, "*une évolution positive*" selon le rapport car il constitue une solution jugée "*fiable*". Contrairement aux subventions nationales et internationales, dont les procédures d'obtention sont souvent longues et complexes, le CIR est dirigé par les entreprises elles-mêmes et se base sur le volume et l'activité. En France, par exemple, les

entreprises peuvent demander 30% de leurs dépenses de recherche inférieures ou égales à 100 millions d’euros (50% dans les départements d'outre-mer et en Corse).

S'il constitue un avantage certain pour le tissu économique français, sa procédure d'obtention n'est pas non plus une sinécure remarquent les auteurs du rapport. "*En France, les entreprises doivent disposer d'une description écrite des projets de R&D pour justifier d'une part, leur éligibilité et, d’autre part, leur valeur lors de la déclaration à l’administration fiscale. Cela nécessite avant tout une expertise scientifique approfondie à la fois exhaustive et précise, que ne peuvent avoir les comptables*” , analyse Fabian Mathieu, managing partner France chez Ayming. Si un tiers des sociétés françaises préfèrent gérer seules leur R&D, la moitié d'entre elles font appel à un comptable (24%) ou un expert en R&D (24%), une tendance qui devrait se "*développer au fur et à mesure que la complexité des technologies augmente”*.

Les financements externes, une alternative non négligeable

Si les grandes entreprises peuvent se permettre de mobiliser plusieurs personnes sur de tels dossiers, ce n'est pas toujours le cas des PME et des startups qui se tournent alors vers des financements privés. Le recours au private equity accuse cependant de grandes disparités selon les pays.

Aux États-Unis, "*beaucoup de gens fortunés sont devenus sceptiques vis-à-vis du marché boursier. Leur argent peut leur rapporter plus s’ils le placent ailleurs, c'est pourquoi ils investissent dans de petites entreprises innovantes*", reconnaît Thomas Folsom. La France comptabilise quelques business angels mais les Français préfèrent nettement épargner qu’investir dans des entreprises. Bruno Le Maire tente de faire changer la tendance depuis mars 2019. Il travaille, en effet, avec Bpifrance sur la création d'un fonds tricolore destiné à financer les PME et startups

françaises. Son lancement, prévu au printemps dernier, a été repoussé.

À lire aussi
Kicklox facilite la R&D en mettant en relation entreprises et ingénieurs

De nouveaux cadres de financement, associant investissements publics et privés, éclosent comme l'accélérateur EIC de l'Union européenne, une combinaison de subventions et de capital-investissement.

Le crowdfunding, initialement utilisé pour financer des projets associatifs ou personnels, devient également un outil d'aide au développement pour les startups et les PME qui veulent lancer un nouveau produit ou concept sans diluer leur capital ou s'endetter.

Il faut redouter le départ de talents

Conscients de l’importance de l’innovation pour sortir de la crise, certains gouvernements pourraient augmenter les financements publics pour soutenir certains secteurs. La France vient de dégager 7 milliards d’euros

pour développer la filière hydrogène, dont 2 milliards d'euros issus de son plan de relance de 100 milliards d’euros.

Le rapport s'inquiète de la rétention et la formation des talents. Les salarié·e·s et les étudiant·e·s doivent acquérir les compétences nécessaires pour répondre aux exigences technologiques croissantes que nous connaissons. Les secteurs de la chimie et du génie civile affichent le risque de pénurie le plus important car ”*ils requièrent un personnel plus spécialisé que les autres. Pour mener des activités de R&D, les entreprises ont besoin de grandes équipes d’innovation. Malheureusement il n’y a pas assez de spécialistes qualifiés*" , regrette Magdalena Burzynska. Le risque est de voir ces talents s"expatrier pour des pays où les budgets de recherches et les ressources mises à disposition sont beaucoup plus importants comme les États-Unis, par exemple.

Article écrit par Anne Taffin